

Le partenariat GERDAL- CNEARC (IRC) au service de **la formation professionnelle de cadres et agents de développement dans les pays du Sud¹**

Véronique Boussou (Supagro IRC), Claire Ruault (GERDAL)
et Joël Taraud (Supagro IRC), 12 Mars 2007

1. Le MASTER « acteurs du développement rural » : centrer la formation sur les acteurs pour renouveler les approches du développement

En 1992, suite à une réflexion sur les formations en direction des pays du sud, conduite dans le cadre d'AGROPOLIS, le CNEARC, le CIRAD TERA et l'IAMM décident de proposer conjointement une formation professionnelle diplômante destinée aux professionnels du développement rural en exercice. Cette formation a pour ambition de contribuer au renouvellement des approches, des méthodes et des outils du développement pour les « encadreurs et vulgarisateurs » de plus en plus incités à faire du « développement participatif ».

Depuis cette date le Master, alors dénommé VOPA (Vulgarisation et Organisations Professionnelles Agricoles) a accueilli quelques Français travaillant en coopération, mais surtout des professionnels du développement d'Afrique (francophone, anglophone, lusophone et hispanophone), d'Asie et du Pacifique (Vietnam, Laos, Cambodge, Indonésie, notamment) et de façon minoritaire d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Ces professionnels, qui travaillent dans des structures publiques (Ministères) ou privées (ONG et OPA), ont pour la plupart une solide expérience (de 5 à 10 ans) dans les domaines du développement agricole ou rural (encadrement ou intervention de terrain), de la formation ou de la gestion de projets. Ils exercent des fonctions d'appui à l'organisation de dispositifs d'actions en développement, recherche, conseil, formation, management et évaluation.

Très tôt, très vite, les expériences professionnelles des participants à cette formation et l'analyse qu'ils en font questionnent fortement et remettent en cause les démarches descendantes (« Top-Down »), utilisées dans la très grande majorité des « PROJETS » de développement. Il est frappant de constater que ces témoignages et questionnements se retrouvent tous, quel que soit le pays ou le continent sur un point central: l'insatisfaction des agents et le sentiment d'échec vis à vis des producteurs et des populations que ces projets sont censés appuyer ou aider.

Cette remise en cause s'accompagne d'attentes relativement précises concernant, non pas tant les aspects de maîtrise technique des productions et de leur mise en marché, mais plutôt ceux ayant trait à la conception, l'organisation, la conduite d'actions de développement et la « gestion » des hommes, comme en attestent des exemples de questions qu'ils formulent :

- *comment concevoir des actions qui prennent vraiment en compte les attentes des populations et leurs capacités (possibilités) d'action ?*
- *comment articuler les politiques nationales, voire mondiales, avec les spécificités des acteurs de terrain et des potentiels locaux?*
- *comment concevoir un dispositif de formation qui ne s'adresse pas (et ne soit pas accessible) qu'à une élite économique et culturelle ?*

¹ Présentation faite à l'occasion du Séminaire « Echange d'expériences autour des démarches d'aide à la résolution de problèmes dans le développement agricole et le développement local » 1^{er} et 2 février 2007 - Lycée Agricole de Mâcon Davayé et reprise dans les actes de la rencontre.

- *comment réduire le décalage entre les recherches ou les expérimentations et les pratiques et conditions de production des producteurs ?*
- *comment mieux prendre en compte les réalités et les spécificités des modes d'organisation sociale locale et s'appuyer dessus dans nos interventions ?*

L'expérience pratique professionnelle et la réflexion théorique des formateurs allant dans le même sens, la rencontre avec Jean-Pierre Darré et le GERDAL a permis d'asseoir sur un corpus théorique reconnu la critique des théories et des pratiques diffusionnistes et de disposer d'outils d'analyse à la fois pour mieux comprendre les facteurs d'échec et pour concevoir différemment des dispositifs d'intervention auprès des populations concernées.

✓ **Articuler des compétences théoriques et méthodologiques**

Les interventions du Gerdal n'occupaient au début que quelques heures dans les formations. Ces enseignements ont progressivement été augmentés et construits en partenariat pour concerner actuellement quatre modules sur les neuf que doit contenir le cursus Master.

En 2002, pour bien marquer l'évolution de ce master, le nom en a été changé en « Acteurs du Développement Rural ». Les « acteurs du développement » sont à la fois les **agents de développement** en formation ET les **producteurs** avec lesquels ces agents ont à travailler. La formation ADR vise l'acquisition de compétences qui doivent permettre aux techniciens de travailler avec des producteurs co-acteurs et non plus « publics cibles ».

Les participants à cette formation, dont les modules capitalisables peuvent être suivis en dehors de tout parcours diplômant, viennent explicitement avec l'objectif d'améliorer leurs pratiques professionnelles, et avec un souci réel d'être efficaces dans leur appui aux producteurs ruraux.

Au regard d'un tel objectif et des interrogations sur leurs métiers précisées ci-dessus, les compétences attendues sont nécessairement transversales et relèvent de **plusieurs disciplines propres aux sciences sociales**, mais qui ne peuvent être mobilisées en dehors du **champ agronomique** et plus largement de la **compréhension des systèmes agraires**. C'est bien autour et pour renforcer durablement les activités agricoles et rurales que ces disciplines sont mobilisées.

Par ailleurs, et c'est un point central dans la façon dont sont conçus les modules, l'amélioration des pratiques est indissociable d'une réflexion critique sur les références théoriques et méthodologiques qui les fondent.

Les compétences alors nécessaires portent principalement sur :

- des moyens d'analyse susceptibles d'aider les participants à y voir plus clair dans une situation de travail, à mieux comprendre les réalités technico-économiques et sociales dans lesquelles ils sont amenés à intervenir, à discerner les facteurs à prendre en compte pour ensuite pouvoir définir des objectifs et des orientations, faire des choix.
- des outils de méthode leur permettant d'augmenter l'efficacité et la pertinence de leurs interventions, et de jouer un rôle de formateur et d'appui à des équipes en place ;
- mais aussi des outils de méthode pour en amont de l'intervention faire un diagnostic, évaluer une action, organiser le partenariat institutionnel, etc...
- des outils sont resitués en lien avec une lecture critique des approches du développement (et des discours) en vigueur ;
- un bagage en termes de connaissances et outils « techniques » dans un domaine spécifique (en lien avec le contexte de travail des participants et les grands enjeux actuels ; sécurité alimentaire, environnement, question foncière, relations internationales, règles concernant le financement des projets, par exemple).

Au final, ce dont il s'agit n'est pas de fournir des méthodes clés en main ou des « recettes », comme c'est trop souvent le cas, mais bien des moyens pour que les professionnels du développement concernés puissent élaborer les réponses aux difficultés qu'ils rencontrent, inventer des dispositifs et des modalités de travail susceptibles de correspondre au mieux aux situations locales et à leurs contextes spécifiques de travail.

Les approches du Gerdal, en étroite adéquation avec la volonté dans la pédagogie du CNEARC, de relier les apports théoriques avec des situations concrètes, pour mieux réfléchir l'opérationnalité, ont permis de renforcer la place donnée dans la formation à l'analyse de ces difficultés (en fournissant des outils de lecture) et à la recherche des solutions possibles.

✓ **Une dynamique pédagogique basée sur l'analyse des pratiques professionnelles des participants**

Le cursus est organisé sur 15 mois avec 9 mois de modules et 6 mois de « stage » : en fait une étude (ou expérimentation) sur une situation professionnelle réelle donnant lieu à un mémoire, avec possibilité d'alternance pendant 5 ans.

La dynamique pédagogique est ainsi conçue autour de plusieurs principes:

- une articulation permanente entre sciences agronomiques et techniques d'un côté et apports en sciences sociales de l'autre (*sur la mobilisation conjointe des outils de l'analyse des systèmes agraires et de la sociologie compréhensive, voir plus loin*);
- une mobilisation des compétences et expériences des participants; en partant de l'analyse de leurs situations de travail et de leurs fonctions spécifiques dans les diverses structures (études de cas, partage d'expériences) et en formulant des questions de travail servant de base aux apports;
- des allers-retours constants entre théorie et pratique, ce qui implique un grand nombre de travaux de terrain, en situation de dialogue avec des agriculteurs, techniciens, des partenaires du développement rural en France ou à l'étranger
- en retour, les nouvelles connaissances acquises sont interrogées au regard de leur mobilisation « pratique » dans les situations des pays du Sud ;
- **une réflexion permanente sur le métier** : les rôles et positions d'agent, chef de projet, expert, formateur, etc.
- une exigence de précision du vocabulaire et des concepts utilisés, dans le but d'aider à clarifier le sens des mots, à prendre du recul par rapport aux discours utilisés –sortir de la rhétorique-, et ainsi à augmenter les capacités d'analyse critique.

✓ **Les apports d'une sociologie du développement en lien avec les sciences agronomiques**

Concrètement le partenariat Gerdal – CNEARC (IRC) se traduit par une réflexion transversale à l'ensemble des modules et par la co-organisation de deux modules intitulés: « Nouveaux rôles et fonctions de l'agent de développement : la recherche co-active de solutions en milieu paysan », et « L'enquête socio-technique dans une perspective d'action ».

Sans reprendre ici le contenu détaillé de chaque module, on mentionnera certains des points centraux qui y sont développés et qui en font la spécificité:

- les modalités d'élaboration et de transformation des savoirs des agriculteurs, et les conditions de l'initiative et de l'innovation ;
- les conditions de confrontation entre connaissance scientifique et technique et connaissance pour l'action (ou connaissance des praticiens) ;
- la compréhension des formes d'organisation sociale « ordinaires »; la question de l'inégalité de l'accès à la parole et des processus de sélection dans un milieu professionnel.

- D'un point de vue pratique : les conditions et modalités du dialogue entre les producteurs et les intervenants dans le développement rural ; la position des agents de développement dans un système d'acteurs donné
- la pratique de l'entretien compréhensif (conduite et traitement) ;
- les fonctions d'aide méthodologique à la formulation et la résolution de problèmes; les conditions de la mobilisation d'experts dans la résolution de problèmes d'action.

Les principes, concepts et outils méthodologiques du Gerdal sont également largement mobilisés, en articulation avec d'autres approches, dans plusieurs autres modules : « Ingénierie des dispositifs de formation : construire une formation rurale en partant de la demande des agriculteurs » et « Le conseil aux agriculteurs ».

La mobilisation de ces apports, en lien avec les sciences agronomiques, permet une meilleure compréhension des pratiques des agriculteurs et de leurs rationalités propres. Cette compréhension passe en effet par la mobilisation des outils de l'étude « systémique » - avec un attachement à la description fine des pratiques (dans leur diversité) et à la prise en compte de la multiplicité des facteurs agronomiques, techniques, sociaux qui interviennent sur les dynamiques agraires, - mais aussi par les outils de la sociologie compréhensive. Ceux-ci mettent l'accent sur les conceptions qui fondent ces pratiques, sur les processus de transformation des normes dans un milieu professionnel et sur les formes d'organisation sociale qui les portent. Ces outils permettent ainsi de replacer les pratiques des agriculteurs, leurs choix, au regard de leurs cadres de pensée, et de leurs conceptions des choses et des « sujets » qui les concernent. Ils permettent aussi de prendre en compte de façon centrale les préoccupations, c'est-à-dire la dimension évaluative, par les agriculteurs eux-mêmes (et non par l'agronome), de leurs situations et de leurs activités. Ils permettent enfin de porter une attention particulière aux processus de construction de connaissances pour l'action qu'ils développent (et non plus de considérer les « savoirs paysans » comme des corpus figés). L'objectif est d'**augmenter l'efficacité des dispositifs d'intervention** proposés par les agents des services de développement **et les modalités concrètes de travail et de dialogue avec les producteurs.**

2. Une logique de formation-action: le partenariat avec des acteurs de terrain et des bailleurs

Ces formations, nous l'avons souligné plus haut, ne peuvent donc être conduites seulement par le biais d'exposés et exigent une pratique importante. Depuis plusieurs années, à côté d'entraînements en salle sur les problèmes formulés par les stagiaires, des partenariats avec des organismes de développement ont permis ces confrontations à des situations réelles.

- ✓ **Le module « nouveaux rôles et fonctions de l'agent de développement, la recherche co-active de solutions en milieu paysan**», vise à l'acquisition :
 - de moyens d'analyse pour comprendre les dimensions sociologiques en jeu dans les processus de changement dans un milieu professionnel ;
 - d'outils méthodologiques pour la mise en place et la conduite de dispositifs permettant réellement aux populations concernées de **formuler leurs problèmes et de rechercher des solutions.**

Dans cette formation, les stagiaires sont mis en situation réelle d'expérimenter une nouvelle fonction: *l'aide méthodologique à la réflexion et à la production de connaissance*. Ils préparent et conduisent des réunions avec les agriculteurs, en s'interrogeant sur l'échelle pertinente de travail au regard des formes d'organisation sociale locale dont ils sont partie prenante². Ils expérimentent ainsi concrètement les capacités des agriculteurs à être

² En s'appuyant notamment sur le concept de Groupe Professionnel Local défini par JP Darré dans : La recherche co-active de solutions entre agents de développement et agriculteurs. Editions GRET, 2006.

véritablement producteurs de connaissances. Il devient en général évident, au travers de cette mise en situation, que le développement n'est pas le simple produit du « transfert de quoi que ce soit... », fut-ce par le biais de « paysans-pilotes » ou modèles, vocabulaire et pratiques très en vogue dans les projets dans lesquels travaillent les stagiaires.

Les partenariats construits autour de ce module sont de deux types : soit la structure accueille la formation sur son terrain d'action, sans demande particulière (c'est le cas du Centre technique agricole de Mekhnès au Maroc). Dans cette structure, le plus souvent, des agents s'interrogent sur leurs pratiques professionnelles et les résultats de leurs actions, ce qui favorise un dialogue riche entre eux et les stagiaires. Dans ce cas, le stage apporte des informations sur les « façons de voir » des paysans, sur leurs difficultés, ce qu'ils attendent de la structure. Mais le fonctionnement hiérarchique de l'institution rend très difficile des évolutions qui seraient à la fois souhaitées par les paysans et par certains agents.

A l'inverse, dans le cadre du partenariat mené depuis deux ans avec le Comité de territoire du Sud Grésivaudan en Isère (avec l'appui de la Chambre d'Agriculture et de l'ADASEA), ces préoccupations sont portées par des responsables professionnels. Ces derniers souhaitent expérimenter des approches alternatives au diagnostic territorial par expertise, pour mieux prendre en compte les préoccupations et attentes des acteurs sur un territoire et les impliquer directement dans la définition des actions à mener. Le partenariat débouche, dans ce cas, sur une demande de la structure pour l'aider à adapter son fonctionnement et ses pratiques et c'est en lien avec cette demande que va pouvoir se situer la formation.

✓ **Le module « l'enquête socio-technique dans une perspective d'action »**

Il a été mené pendant plusieurs années au Portugal, d'abord avec l'Université de Vila Real, puis avec l'Ecole Supérieure Agraire de Coimbra (ESAC) et l'Institut du Développement Rural de la Région Centre (IDARC à Coimbra). Les travaux de terrain, menés en liaison avec des municipalités et des agriculteurs, s'inscrivaient dans le cadre de la mise en œuvre localement de « programmes LEADER ».

L'objectif de ce module est de comprendre une dynamique locale de développement (les changements en cours et enjeux autour de ces changements) à travers les *points de vue* des acteurs impliqués, dans leur diversité (producteurs, acteurs de l'amont et aval, élus, habitants...). Il met l'accent, à partir d'une problématique donnée choisie dans le cadre du partenariat avec les organismes de la zone de travail, sur l'acquisition des outils méthodologiques pour conduire une enquête de terrain, depuis le choix des personnes à enquêter (en s'interrogeant sur leur *position sociale* et leur place dans un *système d'acteurs*), la conduite de *l'entretien compréhensif* et son traitement, et enfin la restitution aux producteurs et aux différents interlocuteurs concernés par l'appui aux processus de développement. La mise en débat des résultats avec ces acteurs vise à définir des pistes d'action et à réfléchir à la façon dont les agents peuvent poursuivre le travail engagé.

✓ **Les modules « ingénierie des dispositifs de formation : construire une offre de formation en partant de la demande des agriculteurs »**

Ils ont été conduits au Cameroun, au Sénégal, au Burkina Faso, au Bénin. Le partenaire est généralement la Direction ou le Bureau en charge des Formations agricoles (professionnelles et initiales) du Ministère de l'Agriculture, qui est demandeur d'approches « par la demande » pour rénover des dispositifs de formation et développer les compétences de ses agents dans ce sens. En raison de ces commandes, financées dans le cadre de programmes de coopération internationale (Banque Mondiale et son Institut de formation-WBI), une proportion importante des stagiaires sont alors des professionnels de la formation du pays concerné, en situation de formation continue courte, auxquels s'adjoignent les stagiaires ADR.

Dans ces modules, les stagiaires sont amenés à réfléchir aux multiples dimensions de la « demande » en recherche, formation, développement : techniques, économiques, sociales. Les apports du GERDAL sont donc articulés à deux autres approches (système agraire et économie de l'éducation) afin de développer une démarche de construction sociale de la « demande » des producteurs. Le module est axé sur un cas concret : une zone rurale où existent des dispositifs formels de formation initiale et continue. L'approche méthodologique mise en œuvre permet aux stagiaires de recueillir les préoccupations des agriculteurs, en lien avec la diversité de leurs activités, de caractériser leurs processus d'apprentissage, leurs conceptions en matière de formation et d'éducation, et leurs pratiques, au regard de leurs revenus et des coûts de la formation.

La spécificité de ce module réside dans cette complémentarité entre une caractérisation précise d'activités, de pratiques, de dispositifs (métiers, offre de formation) et la compréhension des préoccupations, attentes et problèmes formulés par les agriculteurs. Les stagiaires comprennent l'importance de dispositifs interactifs de formulation de problèmes, de recherche de solutions, et de construction de formations adaptées. Les résultats obtenus permettent de passer d'une analyse externe de « besoins » à une co-construction, et de réfléchir à la mise en place de dispositifs globaux de construction de la demande et de l'offre de formation. La fonction transversale *d'aide méthodologique* à des groupes professionnels (fonction développée dans les modules précédents) apparaît comme nécessaire au positionnement de l'ensemble des services d'appui aux agriculteurs.

3. Questions posées par la mobilisation des outils du GERDAL dans ces formations et pistes de réflexion

Ces formations rencontrent **un intérêt très fort auprès des participants**, agents de développement, responsables de dispositifs de développement ou de formation. **En proposant un cadre théorique et des clés d'analyse et de compréhension, en lien avec leurs questionnements professionnels et leurs situations de travail, elles redonnent confiance.** S'intéresser aux « façons de voir » et aux préoccupations des agriculteurs est un changement considérable dans les pratiques professionnelles, chercher à associer véritablement les producteurs à une activité de co-construction de solutions à leurs problèmes, localisées, maîtrisées est un enjeu enthousiasmant.

✓ Des exigences propres aux situations de « formations actions »

De telles formations demandent un temps de préparation important (pour informer, négocier avec les acteurs de terrain les objectifs spécifiques et attendus, le choix des zones d'études, etc.). Lors de la réalisation des modules une équipe de formateurs (généralement un binôme) est mobilisée, mais également les agents de l'institution partenaire.

Soulignons aussi qu'elles exigent des formateurs des compétences différentes de celles de la transmission d'un savoir. Ce type d'approche peut provoquer des craintes car elle remet en question des pratiques professionnelles, fortement associées à des positions sociales. Le savoir et les connaissances se construisent à partir du terrain, à partir aussi des débats au sein du groupe de participants ; dans ce sens le formateur est en position d'accompagnateur des stagiaires, au travers notamment de la mise en pratique auprès du groupe lui-même d'une fonction d'aide méthodologique à la réflexion et à la résolution de problèmes.

La valeur ajoutée importante de ce type de formation par la pratique (learning by doing) explique l'investissement supplémentaire des formateurs. Mais ce sont aussi des occasions, par le travail nécessaire en équipe, de confronter méthodes, points de vue, approches pédagogiques en situation réelle. Comme l'on travaille sans filet, ce risque ne doit cependant

pas être trop important et il est donc souhaitable que les équipes se mobilisent sur du moyen terme pour consolider les partenariats. Il est également utile pour les formateurs de pouvoir pratiquer en dehors des formations, en participant à des programmes d'accompagnement d'agriculteurs, de diagnostics « participatifs », etc.

Dans un certain nombre de cas, **une fonction spécifique de traduction** doit être prévue pour travailler dans la langue habituelle des gens. En effet la mise en œuvre des outils propres à l'entretien compréhensif, ou à la conduite d'une activité d'aide à la formulation et à la résolution de problèmes, exige une compréhension fine des dires, au plus près du sens des paroles des producteurs. Pour éviter que la traduction ne réduise ou ne transforme, comme c'est souvent le cas, la pensée initiale, il convient de s'interroger sur une formation adéquate des traducteurs, sachant que la nécessité de travailler avec un traducteur est une situation que rencontrent très souvent les agents de pays du Sud qui ne parlent pas la langue des paysans.

✓ **Des difficultés propres à la maîtrise des approches développées et à leur mise en oeuvre dans les contextes de pays du sud**

En lien avec les exigences de la maîtrise des outils méthodologiques, il existe un risque de dérive, lorsque cette maîtrise n'est pas acquise, notamment dans la conduite d'entretiens de compréhension et leur traitement, outils très souvent mobilisés dans le cadre des mémoires; on aboutit à des listes de préoccupations pas suffisamment reliées aux situations concrètes des personnes enquêtées. Pour conforter les compétences mobilisées, il convient de renforcer, dans le suivi des mémoires, la pratique accompagnée et critique. La pertinence des résultats vient d'un croisement entre recueil des préoccupations professionnelles et la caractérisation des activités à propos desquelles elles sont exprimées, dans leur contexte (économique, sociologique, technique). Des temps spécifiques de formation pourraient aussi utilement être mis en oeuvre pour aider à faire ce croisement et mettre davantage en lumière la complémentarité des différents outils de méthode.

Sur un autre plan, celui de caractéristiques spécifiques de sociétés différentes (africaines en particulier mais pas seulement), l'utilisation des approches du Gerdal (en particulier « la recherche co-active de solutions ») se heurte parfois aux règles de prises de parole et du débat public, assez éloignées de ce qu'elles sont en France. Il est alors nécessaire de repenser une construction, une organisation et des modalités de travail au cas par cas, qui tout en étant en adéquation avec les modes de fonctionnement social en vigueur, permettent de donner la parole à ceux qui l'ont moins (femmes, jeunes, paysans sans terre, défavorisés...). Cela suppose d'identifier les lieux habituels de dialogue et de réflexion, au sein desquels les producteurs, les habitants, échangent sur leurs activités.

✓ **La remise en cause de fonctionnements institutionnels et des logiques de « projets »**

A ce titre on soulignera que ces lieux dépassent largement le cadre des groupes de producteurs institués (souvent créés de toute pièce à la demande des projets) où beaucoup n'ont pas droit à la parole. Cela suppose, de la part des agents amenés à conduire le travail sur le terrain, de pouvoir prendre une certaine distance vis-à-vis de la logique de ces projets.

Nombre de projets en effet conditionnent leurs appuis au développement, à la constitution (souvent ex abrupto et sans objet, sauf celui de rassurer l'intervenant extérieur) de « groupements ». L'« organisation paysanne » dans ce cas n'est pas un moyen de mise en œuvre d'une solution venant à la suite d'une réflexion mais un préalable.

L'agent travaillant dans un tel projet ne se sent pas toujours autorisé à travailler, non plus avec les seuls « groupements » institués (interlocuteurs habituels du projet), mais bien l'ensemble des familles composant le groupe social (professionnel) local, informel et

fluctuant, même s'il est convaincu que, ce faisant, il laisse sur le bord du chemin de nombreux agriculteurs.

Sur le plan institutionnel ; le fonctionnement des « projets » et des structures de développement auxquels appartient le public ADR, est souvent très hiérarchisé ; cela ne facilite pas la mise en œuvre, de retour en poste, de telles démarches pour des personnes, qui ne sont pas toujours en situation de pouvoir convaincre leurs supérieurs sur de nouvelles méthodes de travail.

De plus, le poids des procédures institutionnelles (souvent déterminées de l'extérieur par les bailleurs de fond) qui exigent des programmations et des « cadres d'actions » assez rigides, limitent les possibilités d'inventer de nouvelles modalités de travail. Les actions sont inscrites dans un « cadre logique » : elles doivent être très rapidement structurées et organisées, il n'y a pas de place pour le temps utile de la réflexion et de la construction lente et mûrie de dispositifs localement adaptés. En général, les analyses préalables conduites par les experts commis, ont défini les orientations, les étapes, les calendriers, l'essentiel des solutions techniques « logiques » et considérées comme pertinentes. Il est alors nécessaire de continuer à former et de constituer des équipes de professionnels, acquis à ces nouvelles approches et travaillant dans la même structure, pour arriver à une réelle modification des fonctionnements. Il peut être utile aussi de développer les missions d'appui sur le terrain dans la suite ou en lien avec les formations.

En conclusion

L'intérêt rencontré chez nos partenaires africains, mais aussi européens est grand et la « réponse » des agriculteurs ne peut qu'encourager à poursuivre dans ce sens.

La poursuite du partenariat avec le GERDAL dans le cursus de formation professionnelle diplômante de l'IRC pourrait être renforcée dans plusieurs directions. Asseoir un partenariat sur le moyen terme avec une institution de développement souhaitant modifier les rôles et compétences de ses agents de terrain permettrait d'expérimenter dans la durée les impacts de telles formation-actions. Ce qui est engagé avec l'Isère va dans ce sens. Le récent travail mené avec la UCA (Université Amérique Centrale de Managua) et son service d'appui au développement rural (ADAA), montre la pertinence de ces approches dans les contextes où les enjeux de maintien de l'agriculture familiale sont extrêmement forts. La mise en place de moyens de suivi serait utile pour suivre et capitaliser les résultats du travail sur les terrains concernés. Il serait intéressant aussi de pouvoir développer l'expérimentation sur d'autres terrains dans les pays du sud, notamment en Afrique

Les apports du GERDAL pourraient aussi utilement être valorisés dans le cadre des modules qui traitent de « **l'évaluation de projets** », tant la dimension de la prise en compte du point de vue et des préoccupations des acteurs (producteurs en particulier, mais aussi tout autre groupe de population) auxquels ces projets s'adressent, doit en faire partie.

Enfin, il serait intéressant de s'accorder sur l'enseignement d'une approche mutualisée au sein des différents modules ADR, intégrant des outils de la sociologie du GERDAL, (et pourquoi pas plus largement dans les formations proposées par l'IRC) sur la manière de prendre en compte la demande des agriculteurs, quels que soient ensuite les différents services qu'il s'agit de développer tels que la finance rurale, la formation, le conseil... Autrement dit de mettre la question du statut et de la place que l'on donne au producteur dans un projet, une action de développement, au coeur de la réflexion des professionnels en formation.